

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Bulletin janvier 2010

Chers éleveurs, chers lecteurs,

En ce début de l'année 2010, je voudrais spécialement adresser un message à tous les producteurs laitiers qui sont rassemblés dans l'EMB.

Dans toute l'Europe, les exploitations laitières se trouvent encore et toujours dans une situation extrêmement critique. Nous souffrons tous du niveau bien trop bas des prix du lait qui est dû à une production non adaptée au marché.

La politique européenne prévoit d'abandonner en 2015 la régulation nationale des quotas. Pour pouvoir supprimer les quotas sans courir le risque de demandes d'indemnités, il est prévu de les dévaloriser au préalable. Pour cette raison, le cadre de production fixé par la politique est élargi selon les plans, cet élargissement baptisé « Soft Landing" (atterrissage en douceur) ne tenant aucunement compte de la situation du marché. L'industrie laitière européenne a pris conscience qu'un « marché libre » comportait aussi pour leurs entreprises un grand nombre de risques. Aussi, de nombreuses laiteries tentent actuellement de signer avec les producteurs laitiers des contrats de livraison à long terme où aucun prix n'est toutefois fixé. Il s'agit en fait ici de s'assurer les matières premières. Ces efforts se voient particulièrement en France, la volonté étant de faire tomber les producteurs laitiers dans la dépendance des laiteries. Il faut à tout prix empêcher ces deux mesures : la suppression d'une régulation efficace de la production ainsi que l'asservissement des éleveurs par des contrats unilatéralement contraignants.

Ces derniers mois, les producteurs laitiers de l'EMB se sont battus avec véhémence et ardeur contre ce développement fatal et pour une amélioration de la situation. Les nombreuses actions qui se sont déroulées dans les pays membres ainsi qu'à Luxembourg et Bruxelles, dont en particulier la grève du lait, ont eu beaucoup de succès. L'EMB a réussi à faire bouger la politique européenne malgré la résistance délibérée de la Commission européenne. Ce sont entre-temps 22 pays qui demandent un changement de la politique actuelle. Des ordonnances ont été arrêtées qui permettent aux pays de limiter la production sur une base volontaire. À partir de février, c'est un nouveau Commissaire à l'agriculture qui prendra ses fonctions. Il a été mis en place à l'échelle européenne un groupe d'experts de haut rang chargé de proposer des solutions pour le marché laitier du futur. La classe politique a apparemment reconnu qu'il y avait urgence à agir.

C'est notre chance. Ce qu'il faut maintenant, c'est ne pas lâcher prise. Il ne faut pas faire retomber la pression. Bien au contraire. Nous devons tous ensemble arriver à convaincre encore plus de collègues à participer pour qu'ils puissent être maîtres de leur avenir. Pour cela, il faut agir à deux niveaux. D'une part, le mot d'ordre du moment est de se rassembler dans des groupements de producteurs. Ces groupements devraient se faire si possible à l'échelle nationale. Il s'agit d'empêcher ainsi que ne se créent de nombreux groupes épars qui n'auraient aucun impact. D'autre part, il faut maintenir la pression sur les responsables politiques. Ceci pour garantir que la classe politique ne puisse se dérober de ses responsabilités. Les producteurs laitiers ont besoin du soutien politique, particulièrement dans l'avenir.

Je vous souhaite à tous une année 2010 couronnée de succès.

Bien cordialement

Romuald Schaber

Président de l'EMB

Disparité de la production laitière européenne

Comme l'a annoncé le service d'information agricole suisse (lid), la production a fortement baissé dans l'Ouest et le Sud-est de l'Europe, en particulier en France et en Irlande, tandis que les pays au Centre et au Nord de l'Europe dont l'Allemagne, le Danemark et la Pologne, ont vu leur production augmenter. De janvier à septembre 2009, les livraisons de lait ont baissé en France de 4,8 pour cent et en Irlande de 2,9 pour cent.

La Grande-Bretagne a enregistré une baisse qui s'élève sur cette année-là à 1,2 pour cent. Ce sont en Italie 0,4 pour cent de lait en moins qui n'ont pas été produits. Ce pays avait eu recours à la majoration unique de quotas de 5 pour cent prévue par le Bilan de santé et remplaçant l'augmentation progressive. Les autres pays du sud de l'Europe affichaient aussi jusqu'en septembre 09 de faibles baisses de production.

De fortes baisses étaient enregistrées dans de nombreux pays de l'Est de l'Europe. Pour la Hongrie et la Slovaquie, cette baisse représente respectivement 4 et 8,9 pour cent par rapport à la période de janvier à septembre de l'année précédente. Dans les pays baltiques et le Sud-est de l'Europe aussi, les livraisons de lait ont fortement baissé.

En Allemagne, au Danemark et en Pologne, la production a augmenté de 3,6 à 3,9 pour cent, et même de 5,1 pour cent en Belgique. Les Pays-Bas ont enregistré une hausse de 2,0 pour cent.

Dans l'Union européenne, la production laitière de janvier à septembre a reculé de 0,1 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente.

Source : lid

Les plans de la France pour une régulation du marché laitier du futur ?

La classe politique et les laiteries accélèrent le rythme

Le ministère français de l'agriculture travaille intensément à la mise en place de la contractualisation : tous les producteurs laitiers devraient avoir signé d'ici mars 2010 un accord avec leur laiterie qui non seulement lie étroitement les producteurs laitiers aux laiteries mais aussi et surtout contient une clause décisive : la possibilité donnée à tout moment aux laiteries d'exporter sur le marché international le volume laitier dépassant le besoin national.

La LMA (Loi de Modernisation Agricole) devrait permettre d'écouler à tout moment les excédents de lait sur le marché international. Le rapport A/B 80/20 représente un modèle à deux prix, le producteur laitier obtenant le prix normal du marché pour 80 % de son lait. Ce prix se calcule sur la valeur ajoutée au sein du marché intérieur européen. Les optimistes comptent sur un niveau de prix à long terme d'au mieux 30 centimes par kg. Le règlement des 20 % restants du lait livré se base sur le niveau des prix du marché international.

Officiellement, la contractualisation est présentée et saluée comme le modèle succédant à la régulation par quotas qui prend fin en 2015. Les producteurs laitiers sont plus que sceptiques. Pour eux, la LMA n'est synonyme que de dépendance à l'industrie laitière et manque de rentabilité. Les seuls qui profitent de la LMA sont les laiteries, Pascal Massol, président de l'organisation des producteurs de lait indépendants APLI, en est ici convaincu.

La réponse des producteurs laitiers aux efforts du gouvernement et de l'industrie laitière est le regroupement des producteurs dans l'OFFICE du LAIT. Les éleveurs veulent à travers lui commercialiser le lait en mettant en place un marché du lait en amont des transformateurs.

Hans Foldenauer, BDM

Allemagne

« Die faire Milch » (Lait Équitable) de la BDM arrive dans les rayons

Un concept unique en son genre est mis en pratique : un prix du lait équitable pour les éleveurs : haute qualité, sévères contrôles, bonne salubrité, production dans le respect de l'environnement et des traditions, sans OGM

Depuis début janvier 2010, l'Allemagne aussi a dans ses rayons un Lait Équitable qui est commercialisé par la société MVS (Milchvermarktung Süddeutschland GmbH). Il est vendu dans un premier temps dans 1200 filiales de la chaîne Rewe et dans 300 de la chaîne Tegut dans les États fédéraux de la Bavière, du Bade Wurtemberg et de la Hesse.

Qu'est-ce qui fait de ce lait un lait à part ?

La transparence qui est un facteur important pour inspirer confiance. Les consommateurs veulent savoir dans quelle mesure et dans quelle proportion leur argent profite directement aux éleveurs. Il est donc clairement défini : des 99 centimes qu'ils paient par litre (3,8 % M.G.), 40 centimes reviennent aux éleveurs. Ce prix assure la préservation des exploitations et sauvegarde des emplois dans la région. En terme de transparence, il est également important pour le consommateur de savoir d'où vient le lait qu'il achète.

D'autres facteurs essentiels pour l'achat sont la valeur ajoutée et la durabilité. C'est pourquoi « le Lait Équitable » est équitable non seulement pour l'éleveur mais aussi pour le consommateur et l'environnement. Le fair-play repose sur la réciprocité : à l'avenir, les éleveurs et les consommateurs devraient encore plus se considérer comme des partenaires.

Ce qui distingue la qualité du Lait Équitable en quelques mots :

1. Il contient 3,8 % ou 1,8 % de matières grasses, c'est à dire 0,3 % plus que les autres marques, ce qui le rend particulièrement savoureux (données nutritionnelles selon les analyses et les dispositions légales)
2. La teneur en acides gras oméga 3 est nettement plus élevée que dans le lait classique (recherche d'une teneur deux fois plus élevée)
3. Le lait est produit selon un procédé durable : fourrage et culture sans OGM, fourrage produit localement, pourcentage minimum en surface herbagère, protection des plantes selon les dispositions des apiculteurs, élevage respectueux des animaux
4. Production et vente régionales : la région de production du lait est indiquée sur l'emballage.

Il n'est actuellement vendu en rayon que sous forme de lait UHT, le lait frais et autres produits laitiers sont prévus pour le plus tôt possible.

Les producteurs laitiers en sentiront les effets, la société MVS étant en mesure, par un prix producteur plus élevé, de proposer une véritable alternative de commercialisation. Cette concurrence va causer une nette augmentation du niveau des prix du lait en Allemagne, ce dont profiteront tous les éleveurs.

Romuald Schaber, BDM; EMB

Évolution du prix du lait, tendances du marché laitier en Allemagne

26,5 centimes par kilogramme de lait, tel était le prix que recevaient les éleveurs allemands en novembre 2009 pour un lait de 3,7 % de matières grasses et 3,4 % de protéines. Ce prix représente une augmentation de 4,6 centimes par rapport au niveau le plus bas de juillet 2009. Il est pronostiqué pour décembre 2009 encore une augmentation au maximum marginale. Les pronostics pour le premier trimestre 2010 diffèrent fortement. La majorité s'attend à une stagnation des prix, des baisses du prix du lait étant du domaine du possible pour ne pas dire vraisemblables.

La quantité de lait livré continue à dépasser le niveau de l'année précédente, il a été enregistré une augmentation de 3,7 % de janvier à octobre 2009 et même de 4,9 % pour la campagne laitière en cours. En Allemagne, la livraison de lait devrait atteindre en 2009 un taux record de 28,5 millions de tonnes.

Politique laitière

En 2010, le gouvernement allemand n'entreprendra plus aucune action en faveur de la suspension de l'augmentation des quotas à l'échelle européenne. Selon les dires du Ministère de l'agriculture, il n'est pas non plus prévu à l'échelle

nationale d'avoir recours ni aux marges de manœuvre accordées par la Commission européenne à chaque pays pour le rachat de quotas ni à une limitation du rééquilibrage.

Actions des producteurs laitiers

Les producteurs laitiers allemands ont remercié les consommateurs pour le multiple soutien qu'ils leur ont apporté en 2009 en organisant un action de remerciement sur les nombreux marchés de Noël installés dans la période précédant les Fêtes.

Symposium de la BDM, le 23.1.2010, ICC Berlin

« Les producteurs laitiers et l'atterrissage en douceur : le marché laitier a-t-il besoin de règles ? » C'est sous ce titre que vont débattre représentants du monde scientifique, producteurs laitiers, politiques, autorités publiques et médias sur la structuration d'un marché laitier porteur d'avenir. La Ministre de l'agriculture, Ilse Aigner, prononcera des paroles d'accueil et les éleveurs de nos pays voisins sont les bienvenus.

Hans Foldenauer, BDM

Europe : la société civile soutient les producteurs laitiers

C'est devenu de plus en plus évident ces dernières semaines et ces derniers mois : les revendications des producteurs laitiers sont de plus en plus entendues dans l'opinion publique et y trouvent un soutien toujours croissant. Les producteurs laitiers européens se sont vus adresser de nombreuses déclarations de solidarité venant de la population, d'organisations de développement et de défense de l'environnement, de la politique, de l'église ou de producteurs agricoles d'Amérique Centrale, d'Afrique et de Taiwan. Des producteurs agricoles du Burkina Faso en Afrique occidentale écrivent par exemple : « Pour garantir un niveau de prix équitable, les producteurs laitiers réclament des quotas (...). Nous sommes bien sûr de leur côté. » Une fédération de producteurs laitiers d'Afrique du Sud a envoyé à l'European Milk Board (EMB) le message suivant : « Depuis la pointe sud de l'Afrique, nous souhaitons vous exprimer notre soutien pour tous vos efforts. Les producteurs laitiers sont très courageux et l'union entre les producteurs laitiers européens ne cesse de se resserrer. Nous espérons que ce mouvement évoluera vers une union mondiale des producteurs laitiers. Nous sommes tous dans la même situation. »

Un sondage réalisé en fin d'année auprès de la population française a montré son soutien qu'elle apportait au mouvement des éleveurs. Interrogés si les protestations des producteurs laitiers étaient à leurs yeux justifiées, ils ont été 92 pour cent à répondre « oui ».

Du monde politique, ce sont des paroles prononcées par le Président allemand Horst Köhler qu'ont reçues le 29 septembre les producteurs laitiers : « Nous devons (...) nous demander : Comment est-il possible qu'en Allemagne, le prix bas semble devenu le seul argument de vente ? Si l'on ne veut pas que son lait soit un jour importé d'outre-mer sous forme de poudre, il va falloir y réfléchir. Vous, les éleveurs, vous pouvez et devez défendre vos intérêts. J'ai l'impression par exemple qu'actuellement, vous ne négociez pas d'égal à égal avec les grands groupes, que vous n'exploitez entièrement vos possibilités, même dans le domaine des laiteries coopératives. Parmi ceux qui m'abordent quand je suis en visite, nombreux sont ceux qui ont déjà pris leur destin en main et qui rendent publiques leurs revendications. Quelques événement isolés mis à part, ils ont toute ma sympathie.»

L'organisation de développement OXFAM a déclaré sa solidarité en lançant un appel général « Appel à la solidarité avec les producteurs de lait » qui disait entre autres : « Les images (NDLR : des déversements de lait) sont sans aucun doute choquantes. (...) mais le véritable scandale, c'est que la politique européenne travaille à augmenter les quotas et à provoquer une surproduction laitière qui fasse baisser le prix. »

Dans leur résolution « Structurer et non pas laisser libre cours au marché », 40 scientifiques ont critiqué qu'avec un politique continuant à privilégier les entreprises fortes sur le marché, la voie dans le dit marché libre, qui se montre actuellement dans le secteur agricole par la suppression des quotas laitiers, (...) est une voie vers de plus en plus d'inégalités pour la majorité des participants du marché : pour les consommateurs qui, en cas de concentration des monopoles commerciaux, verront leur liberté de choix diminuer ; pour les producteurs laitiers qui seront définitivement dégradés au rang de fournisseurs de matières premières de l'industrie laitière ; pour les pays du tiers-monde qui voient la politique de dumping des prix des pays industrialisés détruire leur moyens de subsister et provoquer la famine et pour de larges couches de la population partout dans le monde qui auront à porter le risque d'une position toujours plus gigantesque et monolithique de l'industrie alimentaire. »

Bund Naturschutz Bayern, l'union bavaroise pour la protection de l'environnement, a fait remarquer que le catastrophique niveau bas du lait (...) non seulement était synonyme de ruine pour les producteurs laitiers (...) mais avait aussi des répercussions (...) sur nombreux domaines de la société. Sont également touchés la protection de l'environnement et de la nature, les paysages, notamment dans les régions de pâturage, la santé des animaux et la qualité du lait, mais aussi l'emploi dans le monde rural. Au niveau international, la politique agricole européenne anéantit les moyens d'existence des petits producteurs des pays en voie de développement. »

Les organisations et personnes citées ici sont loin d'être les seules à avoir manifesté leur solidarité.* Nous les remercions toutes bien cordialement pour leur soutien qui vient fortement renforcer la position des producteurs laitiers d'Europe.

** pour n'en citer encore que quelques uns : Mgr l'évêque Mixa du Sud de l'Allemagne, Mgr Philippe Breton, Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, l'association humanitaire allemande Brot für die Welt, ATOAP de Taiwan (Association of Taiwan Organic Agriculture Promotion), la coopérative laitière Upländer, le parti des Verts allemands Bündnis 90/Die Grünen, Stefaan Declercq, Secrétaire général d'Oxfam-Solidarité, Arnaud Zacharie, Secrétaire général CNCD, Freddy Destrait, Secrétaire général de SOS Faim, Carmélina Carracillo, responsable politique d'Entraide et Fraternité, Marc Dascotte, Secrétaire général d'Oxfam-Magasins du monde, Daniel Van Der Steen, Coordinateur du CSA, George Dixon Frenandez, Président du MIJARC, Daisy Herman, Secrétaire générale de la FIMARC.*

Silvia Däberitz, Johanna Besier EMB

Le rééquilibrage en Belgique

Après avoir présenté dans le dernier numéro du bulletin de l'EMB le rééquilibrage tel qu'il est pratiqué en France, nous expliquons aujourd'hui le modèle belge.

Quota de livraison et quota de vente directe

Il existe en Belgique deux sortes de quotas laitiers : le quota de livraison qui représente plus de 95 pour cent du quota total et le quota de vente directe. Si l'un des deux quotas n'est pas atteint, il y est ajouté la quantité excédentaire de l'autre. En cas de surpassement des quotas, les exploitations ont à verser un super-prélèvement (30 centimes par kg de lait actuellement). Malgré la limitation de la production via les quotas, chaque exploitation a droit à une certaine quantité de lait qu'il peut livrer en plus de ses quotas et jusqu'à un certain pourcentage sans avoir à payer de super-prélèvement. Ce dépassement de quota autorisé est d'autant plus faible que le dépassement des quotas à l'échelle nationale est élevé.

Aucune pénalité individuelle tant que le quota total n'est pas dépassé

Le Ministère de l'agriculture calcule les montants exacts des super-prélèvements en compensant les quantités livrées en moins par les quantités livrées en plus. Si au total, les quotas ne sont pas dépassés, aucun super-prélèvement ne sera à payer. Les exploitations qui livrent au-delà de leur quota n'ont donc aucune pénalité à payer tant que les quotas nationaux ne sont pas dépassés. Le quota national belge n'ayant pas été dépassé ces trois dernières années, les producteurs n'ont eu aucun prélèvement à payer. Ces exploitations qui livrent régulièrement au-delà de leur quota encourent un risque en cas de changement de la situation et de dépassement du quota national. Elles auraient alors à assumer des frais élevés. En Wallonie, les éleveurs ont toutefois la possibilité de « louer » des quotas. Les exploitations qui n'exploitent pas entièrement leur quotas peuvent vendre à leurs collègues les quotas qui leur restent à des prix de leasing qui sont négociables. La demande et donc le prix du lait de leasing seront d'autant plus élevés que le risque d'atteindre ou de dépasser les quotas nationaux sera grand. Après les négociations des producteurs, il est envoyé aux

laiteries et au Ministère un communiqué sur les prix et quantités qui ont été fixés par contrat.

Johanna Besier, EMB; Katharina Aurich, BDM

Espagne : l'ambition d'un lait de haute qualité

INTERVIEW de Fernando Ruiz Sarabia, directeur gérant de l'AFCA (Organisation des producteurs laitiers de Cantabrie), responsable d'une étude sur le lait de haute qualité.

« Il nous faut instaurer une certification de toutes les étapes allant de la transformation à la commercialisation en supermarché. »

LACT. – Qu'est-ce qui a motivé AFCA à réaliser une étude sur la qualité du lait ?

FR. – Nous essayons de définir chronologiquement toutes les étapes parcourues par un litre de lait à partir de sa traite jusqu'à sa vente en supermarché. Nous avons du mal à établir ce qui se passe réellement avec le lait entre le moment de sa livraison à la laiterie et le moment de sa mise en vente et n'arrivons pas à savoir si tous les types de lait en vente avaient subi les mêmes processus. Cette étude devra permettre de mettre en place un système d'informations pertinentes pour le consommateur. Bien informé, un consommateur sera en mesure de choisir ce qu'il achète à bon escient.

LACT. – Où en sont les résultats actuellement ?

FR. – Les résultats dont nous disposons actuellement se basent sur des analyses faites en laboratoire et sur des rapports mais ne peuvent faire office de conclusions pour cette étude car ils relèvent d'autres priorités. Ce qu'on peut dire toutefois, c'est que tous les échantillons analysés étaient corrects du point de vue sanitaire. Nous n'en avons d'ailleurs jamais douté mais nous estimons néanmoins que cela ne suffit pas quand il est question d'un aliment tel que le lait.

LACT. – Quel est à votre avis le message à faire passer au consommateur ?

FR. – Le message à envoyer au consommateur est clair : le lait est un aliment dont la qualité est assurée depuis son origine (l'exploitation fermière). Il est riche en qualités nutritives qui font de lui ce qu'il est : depuis toujours et pour de bonnes raisons, il fait partie intégrante de notre alimentation indépendamment des modes et campagnes. Il représente un des aliments les plus nutritifs (le plus nutritif peut-être même) et au regard de ce qu'il nous apporte, il devrait lui être accordé plus de valeur.

LACT. – Aux vues des résultats obtenus jusqu'ici, quelle position devraient adopter les différents acteurs de la chaîne de production du lait ?

FR. – La position des différents acteurs (producteurs, politiques, industriels, distributeurs et consommateurs) devrait être la même et servir la même cause : souligner aux yeux des consommateurs la valeur intrinsèque du lait en exposant ses différentes vertus, comme il l'est fait pour les autres produits. Pour cela, il faut mieux communiquer les informations sur ce produit et mettre en avant ses spécificités. Notre projet entend livrer de nouveaux arguments pour aller dans ce sens et pour satisfaire les objectifs poursuivis par tous les acteurs, les consommateurs compris.

LACT. – Que pensez-vous de la proposition de PROLEC de faire effectuer par un contrôleur/auditeur des contrôles du lait cru et du lait transformé à l'entrée et à la sortie des laiteries ?

FR. – à mon avis, cela pourrait être une mesure efficace même si de nombreuses conditions seront à remplir pour qu'elle fonctionne à long terme ; je pense aussi qu'une telle mesure apporterait de la transparence à ce secteur. C'est une proposition intéressante.

AFCA a déjà réalisé une deuxième série de contrôle sur des briques de lait. Si le produit au départ de la laiterie respecte le minimum en qualité requise, il est loin d'une qualité maximum. Dans son analyse, l'AFCA a différencié deux groupes : le lait surtraité et le lait à additifs. Dans le premier groupe se trouvent les produits qui ont subi un traitement plus long qu'à l'ordinaire car le lait était de plus mauvaise qualité ou proche de sa date de péremption. Pour citer M. Ruiz Sarabia : « L'industrie ne l'avouera jamais mais il existe des machines uniquement destinées à ouvrir les briques de lait juste avant leur date de péremption afin de permettre un nouveau traitement du lait, de le transformer et de le remettre en vente ». Le deuxième groupe comprend le lait qui a une suspecte teneur en eau ou auquel a été ajouté des substances solides comme en général de la poudre de lait, ce afin d'obtenir le taux voulu en matières grasses et protéines.

Les jeunes éleveurs sur la ligne de départ

La BDM YOUNG, une branche jeune de la BDM, l'union des producteurs laitiers allemands, devient une association à part autonome qui dispose de sa propre trésorerie et se distingue par un programme spécifique s'adressant aux jeunes. Illona Zeimens, membre fondatrice de la BDM Young décrit la nouvelle organisation.

Notre association est fondée sur le principe de la démocratie de base où chaque membre actif participe aux décisions en disposant d'une voix. Peut devenir membre toute personne âgée de 14 à 30 ans qui vient d'une exploitation laitière ou a choisi de suivre une formation agricole. Il n'est toutefois pas nécessaire de remplir ces conditions pour devenir un membre de soutien. Les membres de soutien n'ont pas droit de voter mais bien sûr celui de s'exprimer.

Il est proposé au programme des exposés sur la situation actuelle du marché laitier et ses perspectives d'avenir. Mais à titre d'organisation de la jeunesse, il est aussi laissé de la place aux amusements. Les fêtes par exemple sont l'occasion de d'échanger ses points de vue, de mieux se connaître et de renforcer le sentiment de communauté au sein de notre fédération. Pour faire connaissance d'autres types d'exploitation, il est prévu de visiter, en Allemagne et à l'étranger, différentes exploitations agricoles ainsi que le secteur opérant en amont et en aval de la production laitière.

C'est l'intention de donner aux générations suivantes le droit de co-élaborer la politique laitière qui a fait germer l'idée de fonder une association permettant aux jeunes éleveurs de participer aux décisions sur leur avenir.

L'assemblée constitutive de la BDM YOUNG se tiendra en Allemagne à Berlin le 22.1.2010. La présentation officielle du nouveau comité directeur se fera lors du symposium sur le lait qui se tiendra le 23.1.2010 également à Berlin.

Illona Zeimens, BDM YOUNG